



Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

**Raisons, enjeux et pistes
d'un travail de la
Commission Justice et Paix
sur les ressources naturelles**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

Raisons, enjeux et pistes d'un travail de la Commission Justice et Paix sur les ressources naturelles

En vue de préparer le contenu d'un futur travail sur la question de l'accès et du contrôle des ressources naturelles (RN), l'Assemblée Générale de Justice et Paix s'est donné comme mission de réfléchir aux raisons, enjeux et pistes de travail liés à ce thème.

Raisons d'un travail sur les ressources naturelles

Le sol et le sous-sol de nombreux pays en voie de développement, tant en Amérique du Sud, qu'en Asie ou en Afrique, regorgent de ressources naturelles, ce qui les place au rang de pays potentiellement riches. Pourtant, force est de constater que dans de nombreux cas, cette richesse géologique contraste avec une pauvreté grandissante au sein des populations locales. Pour ne citer qu'un exemple, la République Démocratique du Congo possède non seulement des réserves de cobalt et d'or classées parmi les plus importantes du globe mais est également le premier producteur mondial de diamant et de cuivre alors que le PIB brut d'un habitant congolais ne dépasse pas les 100\$ par an.

On constate que non seulement, l'exploitation des ressources naturelles n'engendre que peu d'impacts positifs pour les communautés locales, mais au contraire contribue à dégrader les conditions de vie de la population. Déplacement forcé, exploitation au travail, conditions sanitaires et de sécurité douteuses sont autant de maux dont souffrent à l'heure actuelle les populations aux prises avec les compagnies étrangères qui exploitent le bois, les diamants ou le pétrole des pays en voie de développement. Mais surtout l'agriculture locale, et donc la souveraineté alimentaire de ces pays, est bien souvent mise en danger par la pollution et l'appauvrissement des terres agraires engendré par celle-ci ou par la réduction des sols destinés à l'agriculture au profit de l'industrie extractive. Une réflexion approfondie portant sur les liens entre l'exploitation des ressources naturelles et la souveraineté alimentaire dans les pays du sud s'impose donc de manière à prévenir les abus dont souffrent actuellement leurs habitants.

Des enjeux économiques et politiques

D'une introduction du politique dans la gestion des ressources naturelles...

Nous insistons sur l'importance de la gestion politique des ressources naturelles. Selon l'économiste Paul Löwenthal, une intrusion de la sphère politique est indispensable pour une gestion saine et bénéfique à tous des ressources naturelles. Il est certain que ces biens doivent être gérés économiquement. Certaines matières premières, dont l'or, le pétrole, le cuivre mais aussi le blé ou le sucre, sont d'ailleurs cotées en bourse à New York et à Londres. Mais dans certains cas, le marché ne suffit pas à satisfaire tous les protagonistes. L'eau potable, par exemple, fait l'objet d'une offre et d'une demande. Il en découle donc un marché qui se régule sous la forme d'un prix. Or, lorsque les consommateurs, comme dans de nombreux pays en voie de développement, ne sont pas solvables, il ne s'agit pas d'une réelle demande,

au sens économique du terme. Il ne peut donc pas y avoir de marché. Pourtant, le besoin est indéniable. Il faut donc aborder le financement de cette ressource vitale d'une manière différente, par d'autres voies. Une alternative serait d'opter pour une approche collective de la gestion de l'eau potable, ce qui nécessite une intervention du politique en la manière.

Par ailleurs, des situations extrêmes sont également observées. Dans certains cas, le politique prend le dessus sur la logique économique. Ainsi, par exemple, les considérations politiques interviennent largement dans le domaine énergétique, comme on l'a vu récemment lorsque, en 2005, la Russie usa de ses hydrocarbures comme moyen de pression sur l'Ukraine, tout comme les pays de l'OPEP utilisèrent l'arme du pétrole contre Israël et ses alliés en 1973. Dans d'autres situations, on perçoit une gestion du pôle politique par la sphère économique. L'ouverture forcée des frontières haïtiennes aux produits agricoles américains, exigée par les ajustements structurels du FMI, illustre parfaitement ce cas de figure. Autrefois exportateurs de ces produits, Haïti importe aujourd'hui la majorité de ces aliments. L'économie paysanne nationale a ainsi été détruite par les surplus agricoles américains largement subventionnés.

On remarque aisément qu'aucune de ces deux solutions extrêmes n'offre de perspectives durables à long terme. Malgré la prédominance certaine du pôle économique dans le climat de mondialisation actuel, il convient de reconnaître que le politique est partie liée avec l'économique. Normativement surtout, une intervention du politique s'avère indispensable si l'on désire que les ressources naturelles soient gérées pour le bien de tous.

...À un meilleur contrôle des acteurs économiques

Le géopolitologue Nicolas Bárdos-Feltoronyi met, quant à lui, en évidence la nécessité d'une amélioration de la régulation des circuits économiques de ce type de bien. Pour la plupart des RN, le passage de la production à la consommation passe par des filières qui, dans la plupart des cas, se trouvent entre les mains de quelques multinationales des pays développés avec la complicité des États dont elles relèvent. Ces quelques entreprises multinationales mettent en relation de nombreux producteurs avec grand nombre de consommateurs, en empochant un maximum de profit lors des transactions.

L'étude de la filière de la banane livre des résultats intéressants à ce sujet. Il existe près de 50.000 producteurs de banane dans le monde et on en compte certainement plusieurs centaines de millions de consommateurs. Or, près de 80% du commerce de ce produit est assuré par seulement 5 entreprises multinationales qui, bien entendu, s'assurent de ne pas se faire concurrence entre elles. Elles contrôlent la technologie adaptée à la production de bananes et le transport des produits entre le producteur et le consommateur. Elles collaborent également avec une poignée de banques et d'assurances pour s'assurer que les bananes arrivent bien entre les mains des consommateurs. Pour couronner tout cela, elles bénéficient des faveurs des États producteurs qui se plient aux exigences des multinationales. Inévitablement, un rapport de force s'est donc créé entre les 50.000 producteurs et les 5 multinationales mais aussi entre ces entreprises et les consommateurs de bananes. Ce rapport de force peut se mesurer en analysant les marges de profit. Si les entreprises achètent les bananes à un prix X aux producteurs, ces mêmes bananes sont présentes sur le marché de la consommation à ce prix X multiplié par 5. Certes, une différence entre le prix à la production et le prix à la consommation se justifie, par exemple, par le transport ou le stockage des bananes, mais plus de la moitié de la différence est assimilable à un profit brut pour l'entreprise.

Nous constatons que la société civile a malheureusement peu d'emprise sur cette facette du « capitalisme sauvage », comme l'appellent certains. La meilleure issue à la situation actuelle réside dans un renouveau de la régulation de l'économie mondiale. Nous insistons donc sur le besoin d'une intervention des pouvoirs politiques dans la gestion des ressources naturelles. Traitement préférentiel, accords de partenariat entre différentes régions du monde, promotion du commerce équitable sont autant de moyens à la portée des États pour réguler les systèmes de production et de distribution des matières premières. Dans ce domaine, le rôle de la société civile, et donc de Justice et Paix, est d'amener les politiques à prendre conscience du problème et à réfléchir aux différentes possibilités de régulation.

Des pistes de travail

Sur le **sujet des RN**, nous mettons en évidence les points suivants :

- étude du rôle des acteurs impliqués dans la gestion des RN :

L'État et les pouvoirs publics de chaque pays ont une grande responsabilité en matière de régulation. Mais, quelle est la volonté réelle des pays développés d'insérer des considérations éthiques dans les politiques économiques choisies ? Les générations futures sont-elles prises en compte dans les choix politiques de ces pays ?

Les populations des pays du Nord, de par leurs comportements de consommateurs, peuvent également influencer le commerce des ressources naturelles. Il convient donc de sensibiliser chacun aux gestes citoyens. La question du sens des actes posés est une priorité.

- questionnement de l'économie mondiale et de notre modèle de développement :

Le marché a-t-il la capacité de résoudre le problème du commerce des matières premières, et tout spécialement des produits agricoles ? Pourquoi ne pas en revenir à des échanges communautaires plutôt que promouvoir les échanges mondiaux ?

Qui doit et qui peut avoir accès aux marchés, locaux, nationaux ou internationaux ? De cette question naît la réflexion sur la nécessité ou non de développer des modèles, soit très communautaristes, autocentrés ou au contraire, très extravertis vers l'exportation. En complément de ceci, se pose la question de savoir quel type de projet agricole ou de développement rural nos organisations chrétiennes soutiennent-elles ?

En lien avec la question précédente vient le sujet des moyens pour assurer sa souveraineté alimentaire : par l'autosubsistance ou par l'organisation de ses marchés (import-export) ?

Nous réaffirmons l'importance du développement local et communautaire. Cependant, l'hypothèse de l'exclusivité du marché local ne semble pas tenir la route en raison de l'impossibilité pour une région de produire en son sein l'ensemble de ce qui lui est nécessaire. Comment articuler les échanges courts avec les échanges longs, et avec quelles régulations ?

Il s'avère également pertinent de travailler sur la notion du développement durable et de prendre ainsi en considération le bien-être des générations futures. L'exploitation actuelle des ressources naturelles n'est en effet pas un modèle soutenable à long terme. Qu'entend-on par développement durable, mot à la mode dans le secteur des entreprises et des institutions

internationales ? En quoi le développement durable, tel qu'il est promu actuellement, peut influencer la gestion des ressources naturelles ?

Si nous voulons aborder la question de la souveraineté alimentaire au Sud, il nous semble que se pose la question de nos propres pratiques agricoles en Belgique et au sein de l'UE (PAC).

- le commerce équitable :

Le commerce équitable semble être pour beaucoup une alternative appropriée aux problèmes causés par les circuits économiques classiques. Il suscite pourtant de nombreuses interrogations : le commerce équitable crée-t-il réellement un autre schéma de développement ? Est-il une alternative sérieuse au commerce international ou un simple phénomène de mode ? Ce modèle permet-il véritablement de réduire la pauvreté des producteurs du Sud ?

- les famines organisées :

L'utilisation des famines comme armes de guerre (comme au Tchad et au Soudan) soulève beaucoup d'indignation. L'arme alimentaire touche à la fois au domaine de la gestion des ressources naturelles mais aussi à la question de la souveraineté alimentaire. Il semble donc y avoir un terrain de recherche et de sensibilisation pour le futur.

- la gestion pétrolière :

La question de la gestion des ressources pétrolières et de ses alternatives, à court terme et à long terme, est très présente dans l'actualité. Un travail sur ce sujet, tout spécialement dans la zone géographique du Moyen-Orient serait à développer.

- les zones géographiques à étudier :

Certaines ressources naturelles non alimentaires (comme les sources énergétiques) sont produites en partie dans les pays où la religion musulmane est dominante (au point de se constituer sous forme d'État islamique). La question de la gestion des RN n'est-elle donc pas prise au piège par le prisme dans lequel nous sommes et qui consiste à voir le monde pris dans un choc des civilisations ? Il est nécessaire de montrer une autre complexité.

En plus du Moyen-Orient, précédemment cité dans le cas d'une étude approfondie de la gestion du pétrole, il est également proposé de s'intéresser au monde musulman dans son entièreté de manière à mieux comprendre comment la gestion des ressources naturelles sous-tend les relations des pays du Nord avec les pays musulmans.

L'Afrique centrale reste une région prioritaire pour Justice et Paix. Cette région du continent présente, d'une part des lacunes au niveau de la gestion des ressources naturelles et d'autre part, des inégalités quant à l'accès aux moyens de production (régime foncier...). Une gestion juste et régionalisée des ressources naturelles peut être un bon outil de prévention des conflits. C'est un des enjeux politiques de la région. Des initiatives existent... certaines à soutenir, d'autres à critiquer.

Sur les publics auxquels nous devons nous adresser

- Les associations membres de Justice et Paix se sentent mobilisées pour aborder un tel sujet avec leurs publics : soit pour les sensibiliser, soit parce qu'elles peuvent apporter des éléments à l'élaboration de réflexions sur les contenus.

- Le monde des entreprises est à toucher. L'ADIC (Association chrétienne de dirigeants et cadres) peut être un allié.

- Le monde scolaire est important. Les jeunes sont sensibles à ces sujets. Les clés d'entrée sont multiples : les programmes scolaires (cours de géographie, sciences économiques ou sociales), les formations aux enseignants...

Nous proposons de viser non seulement les jeunes des écoles secondaires mais également de chercher à atteindre l'enseignement supérieur (économie, agronomie...).

- Les milieux chrétiens sont à mobiliser. L'enjeu est avant tout éthique (« l'éthique du bien commun et du commerce »).

De ce qui a été dit précédemment, nous retenons les **pistes d'action** suivantes :

- Lien essentiel à faire avec le thème du commerce équitable.
- L'usage juste et éthique des biens de la terre. Nous devons être mobilisés au nom de ce que nous allons léguer aux générations futures.
- Il est nécessaire de cibler des propositions politiques. Un positionnement éthique nécessaire mais n'est-ce pas illusoire tant est dominante la « loi du marché » ? Ce qu'il faut questionner c'est le SENS même de nos modèles dominants de vie en société : sens de la consommation, du « tout de suite », de la culture de l'immédiateté et du tout accessible.

Des initiatives citoyennes, qui se développent de plus en plus, sont-elles de réelles pistes d'espoir ou sont-elles vouées au symbolique ?

- Il est important de parler aux publics au départ de « possibles » et non de la seule vision catastrophique des choses.
- Nous devons donner des réponses politiques mais aussi des pistes de réponses pour la vie concrète des gens dans le Nord, dans nos sociétés. Un tel sujet nous renvoie à la question de notre propre consommation personnelle, au regard à poser sur la publicité, à la question du rôle et des pouvoirs des médias.



Mars 2007.

Benoit Albert et Alexia De Jonghe (stagiaire à Justice et Paix)

Coordination : Axelle Fischer